



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 466 – 04 novembre 2022

❖ Régional

Ouverture à Abidjan du 3^{ème} Forum pour l'investissement en Afrique

Le Forum pour l'Investissement en Afrique (AIF) [se tient](#) du 2 au 4 novembre à Abidjan, la capitale économique ivoirienne. Placé cette année sous le thème "Investir durablement pour renforcer la résilience économique", cet événement rassemble des promoteurs de projets, des investisseurs et des chefs d'État. Le Président de la Côte d'Ivoire a formé le vœu que les intérêts d'investissement issus du forum franchissent le seuil des 100 Mds USD. Pour rappel, les deux premières éditions de l'AIF ont permis de réaliser des transactions d'investissement respectivement de 46,9 Mds USD et 67,7 Mds USD. Les secteurs d'investissement prioritaires pour 2022 sont entre autres les énergies renouvelables, les infrastructures gazières, les chemins de fer, les routes, le transport maritime et l'agriculture.

Le Togo et le Bénin lancent les travaux de protection de leur côte transfrontalière

Le 3 novembre, le Bénin et le Togo [ont procédé](#) au lancement des grands travaux de protection de la côte transfrontalière Agbodrafo (Togo) – Grand Popo (Bénin) qui relie les deux pays. Cette opération s'inscrit dans le cadre du Programme de gestion côtière et d'appui à la résilience des populations côtières (WACA-ResIP), soutenu financièrement par la Banque mondiale. Ces travaux seront menés par l'entreprise

LE CHIFFRE À RETENIR

-1,6%

Le taux d'inflation en g.a en septembre au Bénin, contrastant avec la tendance dans les autres pays de l'UEMOA

néerlandaise Boskalis International BV, pour un montant d'environ 63 M EUR. Les travaux consistent notamment en la construction et la réhabilitation d'épis de protection, ainsi que le réapprovisionnement des plages en brise-lames.

❖ Bénin

Inflation à -1,6% en g.a. en septembre 2022

Selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à -1,6% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2022, contre -0,3% en g.a. le mois précédent. Le repli du niveau général des prix est en lien principalement avec la baisse des prix des produits alimentaires (-7,6% en g.a.), notamment les céréales (-15,5% en g.a.) ainsi que les tubercules et plantains (-6,8% en g.a.). A noter toutefois, la hausse du prix des transports (+6,8% en g.a.) et des meubles, articles de ménage et entretien courant (+4,9% en g.a.). Enfin, en moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à +1,5% en septembre 2022.

Accord avec les services du FMI pour la première revue du programme

Dans son [communiqué](#) du 3 novembre, le FMI a publié les résultats préliminaires de sa mission auprès des autorités béninoises, estimant que le taux de croissance économique **s'élèverait à 6%** en 2022. Les échanges avec les autorités locales ont abouti à la conclusion au niveau des services du Fonds **d'un accord sur la première revue de l'accord d'une durée de 42 mois** appuyé par le Mécanisme élargi de crédit (MEDC) et la Facilité élargie de crédit (FEC). Ces résolutions devraient être présentées au **Conseil d'administration du Fonds d'ici la fin de l'année**. L'approbation de la première revue permettra le décaissement d'environ 140 M USD.

Burkina Faso

Hausse de l'encours de la dette publique de 11,6% en g.a. à fin Juin 2022

D'après la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique, **l'encours de la dette publique s'est établi** à 6 359,33 Mds FCFA (9,7 Mds EUR) à fin juin 2022, soit une augmentation de 11,6% en glissement annuel (g.a.). Dans le détail, la dette extérieure représente 46,3% de cet encours contre 53,7% pour la dette intérieure. La dette extérieure est principalement constituée par des créances envers les organismes multilatéraux (88,7%) tandis que la dette intérieure est essentiellement composée de titres publics (81,1%). Par ailleurs, le montant des paiements du service de la dette est de 449,84 Mds FCFA (685,8 M EUR) à fin juin 2022, réparti entre les créanciers intérieurs (84,8%) et extérieurs (15,2%).

Baisse des exportations d'or de 20% en juillet 2022 en g.a.

Selon le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Prospective, les exportations du mois de juillet 2022 **se sont établies** à 166,9 Mds FCFA (254 M EUR), en baisse de 19,3% en glissement annuel (g.a), **imputable aux ventes d'or**

(-19,8% en g.a). **A l'inverse, les importations ont augmenté de 21,5% en g.a. pour s'établir à 265 Mds FCFA (404 M EUR)**. Cette hausse est tirée par les importations **d'hydrocarbures** qui ont progressé de 55,7% en g.a en juillet 2022. La principale destination des exportations en juillet 2022 est la Suisse (87% des ventes) tandis que les principaux fournisseurs sont la France (12,7%), la Côte d'Ivoire (12%) et la Chine (11,5%).

Cap-Vert

Creusement du déficit commercial de 35% en g.a au 3^e trimestre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INE), les exportations du Cap-Vert **ont baissé** de 17,8% en glissement annuel (g.a) au 3^e trimestre 2022 pour se situer à 1,3 Md CVE (11,4 M EUR), principalement composées de préparations et conserves (70,5%), de vêtements (8%) et des produits de la pêche (7%). Les principaux clients **ont été l'Espagne (56,2% des exportations), l'Italie (20,6%) et le Portugal (16,6)**. Concernant les importations, elles ont augmenté de 31,2% en g.a au 3^e trimestre 2022 **pour s'élever 25,1 Mds CVE (227,2 M EUR)**. Le Portugal a été le premier fournisseur (42,7% des importations), suivi des **Emirats Arabes Unis (10,5%) et de l'Espagne (8,2%)**. Les principaux produits importés ont été les combustibles (21,9%), le fer et ses ouvrages (5,9%) ainsi que les machines et moteurs (5%). Enfin, le déficit commercial **s'est creusé de 35,4% pour s'élever 23,8 Mds CVE (215,8 M EUR)**.

Hausse de prix des hydrocarbures

L'Agence multisectorielle de régulation économique **a annoncé** une augmentation des **prix des hydrocarbures de l'ordre 2,8%** en moyenne au Cap-Vert. Cela se traduit notamment par une hausse des prix de l'essence et du diesel respectivement de 4% et 5,6% et qui **s'élèvent depuis le 1^{er} novembre à 144,8 CVE (1,3 EUR) et 174,5 CVE (1,6 EUR) le litre**. A noter que par rapport à novembre 2021, la variation moyenne des prix des hydrocarbures correspond à une hausse de 36,6%.

🍌 Côte d'Ivoire

Signature d'un accord de 500 M USD avec l'Eximbank US

Le 3 novembre 2022, le ministre de l'Économie et des Finances et la présidente de la Banque Export-Import des États-Unis [ont signé](#) un mémorandum d'accord d'un montant de 500 M USD pour accroître les échanges commerciaux. Par les mécanismes qui seront mis en place, cet accord devrait faciliter les investissements des entreprises américaines en Côte d'Ivoire sur une durée de deux ans et demi, dans des secteurs prioritaires tels que l'énergie, le transport, la santé, la sécurité, l'éducation, l'agriculture, etc. Pour rappel, la valeur des échanges entre les deux pays s'élève à 1,6 Md EUR en 2021.

Signature d'un partenariat entre l'INP-HB et Auchan Côte d'Ivoire

L'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) et Auchan Côte d'Ivoire [ont signé](#) le 27 octobre dernier un partenariat pour l'ouverture d'une nouvelle formation professionnelle en management des métiers de la grande distribution. La première promotion est composée d'une vingtaine d'étudiants et les cours, dispensés à la fois par le corps professoral de l'INP-HB et par des professionnels de l'entreprise Auchan, débuteront dès janvier 2023. Plusieurs futurs diplômés seront accueillis dans les différents services de la filiale d'Auchan en Côte d'Ivoire à l'issue de la formation.

🍌 Guinée-Bissau

Les autorités anticipent une croissance de 4,7% en 2022

Selon la Directrice générale de la Prévision et des études économiques, la croissance économique de la Guinée-Bissau devrait [atteindre](#) 4,7% en 2022. Elle serait principalement soutenue par la bonne campagne de commercialisation de la

noix de cajou et les investissements. A noter que cette projection est nettement plus optimiste que celle du FMI qui anticipe une croissance à +3,8% en 2022.

🍌 Libéria

La soumission au Parlement du budget 2023 repoussée à fin novembre 2022

Le président Weah [a soumis](#) une requête aux membres de la Chambre des représentants afin qu'ils lui accordent 22 jours ouvrables supplémentaires, à compter du 31 octobre 2022, pour la finalisation du projet de budget 2023. Le délai statutaire pour la soumission du budget de l'année à venir est fixé au 15 octobre. Selon les autorités, le retard serait imputable aux négociations en cours avec le FMI, concernant les prochains objectifs de politique monétaire et budgétaire du pays, qui visent en grande partie à atteindre la stabilité macroéconomique. Le budget 2023 devra assurer un financement adéquat pour les élections générales et présidentielles, tout en répondant à la nécessité de subventionner le riz, principale denrée alimentaire du pays.

3 M USD additionnel de la BAfD pour un projet de zone industrielle

La Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) le 12 octobre dernier un financement concessionnel supplémentaire de 3 M USD pour le projet de Zone spéciale de transformation agro-industrielle au Libéria. Pour rappel, le 20 octobre 2021, la BAfD avait approuvé un montant initial de 15 M USD pour ce projet. Les fonds additionnels aideront à (i) accroître les capacités le long des chaînes de valeur des principaux produits de base pour les agriculteurs, (ii) à couvrir le coût des équipements pour la formation aux compétences industrielles et la rémunération de 3 consultants supplémentaires. Le projet, situé à Buchanan, dans le comté de Grand Bassa, sera déployé sur cinq ans (2022-2026) et mis en œuvre par la National Investment Commission of Liberia.

🇲🇱 Mali

Faible succès de l'émission obligataire récente sur le marché par adjudication

Le Trésor malien a procédé à une double émission de titres publics, réussissant à [lever près de 21 Mds FCFA](#) globalement le 2 novembre dernier, alors qu'il était à la recherche de 40 Mds FCFA. Revenu sur le marché sous-régional depuis trois mois, à la suite de la levée des sanctions de la CEDEAO, le Mali avait déjà peiné à mobiliser les investisseurs en septembre dernier. Les titres émis, d'une maturité de trois ans et sept ans, seront rémunérés en moyenne à hauteur de 6,20% dans le premiers cas, 6,61% dans le second. En comparaison, le coût de financement pour le Mali est actuellement relativement plus élevé que pour les autres économies de l'UEMOA.

🇲🇷 Mauritanie

Présentation de la feuille de route pour l'hydrogène bas carbone

Le Ministère du Pétrole, des Mines et de l'Énergie a présenté [sa feuille de route hydrogène](#), réalisée par le cabinet suédois AFRY. La Mauritanie bénéficie d'un potentiel important pour la production d'hydrogène qui serait valorisé via la production d'ammoniac, d'acier vert et de méthanol. L'Europe, qui présente les plus grands besoins en importation, est considérée comme le marché idéal pour les exportations mauritaniennes. Le développement d'une "économie de l'hydrogène" repose aussi sur des prérequis en infrastructures, avec une gouvernance et une réglementation dédiée.

🇳🇮 Niger

Accord des services du FMI pour la deuxième revue de programme

Dans son [communiqué](#) du 2 novembre, le FMI a publié les résultats préliminaires de sa mission auprès des autorités nigériennes, estimant que le taux de croissance s'élèverait à 7,1% en 2022 et le déficit budgétaire 6,8% du PIB. Les échanges avec les autorités locales ont abouti à la conclusion au niveau des services du Fonds d'un accord sur la deuxième revue de l'accord triennal appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Couplée à l'examen Article IV du FMI, ces résolutions devraient être présentées au Conseil d'administration du Fonds en décembre prochain. L'approbation de la deuxième revue permettra le décaissement d'environ 50 M USD.

🇸🇳 Sénégal

Pétrole et gaz : les revenus pour l'Etat atteindraient 30,5 Mds EUR sur 30 ans

L'exploitation des différents gisements d'hydrocarbures du Sénégal (Grande Tortue Ahmeyim-GTA, Sangomar et Yakaar-Teranga), devrait générer des revenus additionnels à l'Etat de l'ordre de 20 000 Mds FCFA (30,5 Mds EUR) sur 30 ans, soit 700 Mds FCFA (près de 1,1 Md EUR) en moyenne par année. Les revenus attendus seraient faibles en 2023, la production des premiers champs devant débuter au dernier trimestre 2023, et plus conséquents les années suivantes avec un pic attendu autour de 2030. Ces prévisions sont basées sur un prix du baril à 60 USD pour le pétrole et 6 USD pour le gaz. Ces [annonces](#) ont été faites à l'occasion d'un atelier de partage sur le secteur des hydrocarbures organisé au profit du Collectif des journalistes économiques du Sénégal (Cojes).

Inflation à +11,9% en g.a. en septembre 2022

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), le taux d'inflation s'est établi à +11,9% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2022, après 11,3% en g.a. le mois précédent. Cette évolution se justifie principalement par la hausse des prix des produits alimentaires (+18,3% en g.a.) et des loisirs et cultures (+14,9% en g.a.). Toutefois, cette tendance a été atténuée par la baisse des prix de la communication (-2,5% en g.a.).

Togo

55 M EUR de l'UE en faveur de la décentralisation et de l'environnement

Deux accords de financement ont été signés le 28 octobre 2022 entre l'Union Européenne (UE) et le Togo, pour une valeur totale de 55 M EUR. Ce soutien financier est destiné aux Programmes de renforcement des services publics locaux (PR SPL) et au Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité et l'agroécologie (PALCC+). Le premier, financé à hauteur de 25 M EUR, est destiné à renforcer les capacités des collectivités territoriales pour une meilleure gestion des déchets et l'agrandissement du Centre d'enfouissement d'Aképe. Le second programme bénéficie d'un financement de 30 M EUR et a pour objectif d'assurer la gestion des aires protégées de Fazo-Malfakassa, d'Abdoulaye et de Togodo-Mono. Il prévoit aussi la construction de 11 postes de surveillance dans ces aires protégées, ainsi que la réhabilitation de 150 km et la construction de 120 km de pistes rurales.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique **régional d'Abidjan**
Rédacteurs : Service économique **régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott**

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr